

# RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

## Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement

■ Séance du 14 Décembre 2017

5498

### ■ Exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée, le rapport portant abrogation des dispositions relatives à l'exercice de la compétence GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), conformément au j du 6° du I de l'article L. 5217-2, délégué aux Conseils de Territoires par les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016.

#### A- Pour rappel : GEMAPI une compétence prévue par la loi

*La compétence GEstion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations – GEMAPI - fait partie des nouvelles compétences que doit exercer la Métropole Aix-Marseille-Provence.*

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a créé une compétence nouvelle, la GEMAPI (GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), au profit du « bloc communal ». La GEMAPI est une compétence obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et exclusive au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Cette compétence est automatiquement transférée des communes aux EPCI à fiscalité propre au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Elle est à présent exercée de façon facultative et partielle par les collectivités qui ont parfois confié leur exercice à un Syndicat aux côtés d'autres missions complémentaires à la GEMAPI.

Cette nouvelle compétence est définie par 4 missions inscrites à l'article L.211-7.1° du Code de l'Environnement au travers de 4 alinéas :

- 1° *L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (ou bassin versant).*
- 2° *L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.*
- 5° *La défense contre les inondations et contre la mer.*
- 8° *La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.*

La compétence GEMAPI n'est pas une compétence *confiscatoire* ou *exclusive* de la Métropole dans la mesure où il n'est pas transféré à la Métropole la responsabilité de tous les cours d'eau, zones humides, plans d'eau ou autres milieux aquatiques présents sur son territoire. Ces derniers restent

placés sous l'autorité de leur propriétaire et/ou de leur exploitant. La Métropole exerce la compétence GEMAPI, sans préjudice des obligations des propriétaires (entretien régulier du cours d'eau, etc.) et des exploitants des ouvrages hydrauliques.

Le Préfet a arrêté le 20 mars 2017 un **schéma directeur de coopération intercommunale (SDCI)** des Bouches-du-Rhône précisant l'importance d'envisager l'évolution des Syndicats GEMAPI dans une logique de territorialité par bassin versant. Il précise que si les bassins versants sont à cheval sur plusieurs EPCI à fiscalité propre, le maintien du syndicat ou la possibilité de conventionnement entre EPCI peut permettre de conserver cette logique.

## **B- L'engagement d'une démarche SOCLE par la Métropole**

La Métropole a engagé en décembre 2016 (délibération du 15 décembre 2016) une démarche de – Stratégie/Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau - SOCLE - afin d'affiner le travail réalisé par les services de l'Etat et d'être en mesure de proposer une organisation de la compétence GEMAPI.

A cette fin, elle a constitué un groupe de travail associant tous les maires de son territoire dont elle a confié le pilotage au 8<sup>ème</sup> Vice-Président de la Métropole, membre du bureau, délégué à l'eau, l'assainissement et la GEMAPI, désigné à cet effet.

Les travaux du groupe de travail des Maires et du groupe de travail technique associé, ont souligné :

- la nécessité de maintenir une **vision par bassin versant**, associée à une hétérogénéité actuelle des approches et actions menées selon ces bassins,
- la mise en place de la compétence GEMAPI, **à l'échelle de la Métropole**, comme une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, et notamment la préservation de la qualité des milieux et de la ressource souterraine et superficielle en eau, la gestion quantitative et qualitative de la ressource, les risques liés aux ruissellements, l'animation de démarches partenariales et la concertation des acteurs permettant une **vision intégrée** de ces **divers enjeux**,
- les attentes des structures gestionnaires pour que la mise en place de la compétence GEMAPI permette une **mutualisation des moyens** et un développement des partenariats à l'échelle métropolitaine ainsi qu'une pérennisation des « missions associées » hors GEMAPI, dépendantes des compétences de droit commun de la Métropole et considérées comme complémentaires **au niveau de chaque unité hydrographique**.

## **C- Une proposition de schéma d'organisation de la compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2018 voté en Conseil de Métropole le 19 octobre 2017**

Par application de la loi NOTRE, le Conseil de Métropole, par délibération du 28 avril 2016, a délégué l'ensemble des compétences transférables aux Conseils de Territoire, dont la GEMAPI.

Or, la loi indique par ailleurs que la GEMAPI doit être appréhendée par bassins versants homogènes (approche confirmée par un courrier du Préfet daté du 20 juillet 2016).

Etant donné que la majorité des élus métropolitains semble aujourd'hui admettre, comme en a témoigné la Conférence des Maires tenue à Gémenos le 12 juillet 2017, que l'exercice de la compétence GEMAPI serait plus pertinent à l'échelle métropolitaine qu'à celle des territoires, il est proposé, dans la présente délibération, de conserver l'exercice de cette compétence au niveau métropolitain.

Cet exercice à l'échelle métropolitaine se déclinera toutefois par unité hydrographique (bassin versant).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;
- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- Les statuts des structures syndicales visées dans le rapport de délibération ;
- La délibération du 23 janvier 2017 actant par le SIBVH un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et sa participation à la démarche SOCLE de la Métropole ;
- La délibération du 7 février 2017 actant par le SABA un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et la proposition du CA de dissolution du syndicat ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l’organisation de la compétence GEMAPI au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d’Organisation des Compétences Locales de l’Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d’état des lieux, premier rapport d’étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu’il convient de reconnaître la nécessité d’une gestion intégrée par bassin versant du grand cycle de l’eau pour contribuer à l’aménagement durable du territoire
- Qu’il convient de reconnaître que l’exercice de la compétence GEMAPI est plus pertinent à l’échelle métropolitaine qu’à celle des Conseils Territoires

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le principe de l'exercice à l'échelle métropolitaine de la compétence relative à la GEMAPI.

### **Article 2 :**

Sont abrogés les alinéas h du 6° des articles 2 des délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération.

Pour enrôlement,  
Le Vice-Président Délégué  
Eau, Assainissement et GEMAPI,

Roland GIBERTI